

LE "JEU" SYNDICAL À LA F.E.N. ...

La situation extrêmement complexe dans laquelle se débat la classe ouvrière entraîne de toutes parts des confusions et des hésitations de la part des militants révolutionnaires.

Nous voudrions tous y voir plus clair. Ce n'est pas facile, cela l'est d'autant moins que les organisations des travailleurs, les syndicats, sont de moins en moins les organisations des travailleurs et de plus en plus les organisations aux mains des bureaucraties.

Pour beaucoup de militants révolutionnaires, il suffirait qu'une véritable "démocratie" existe dans les syndicats pour que tout aille pour le mieux; ou tout au moins pour que tout aille beaucoup mieux et pour que de nouvelles perspectives s'ouvrent sur l'orientation des organisations syndicales. Et ces camarades jettent un regard envieux sur la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.) où, pensent-ils, il existe une véritable démocratie.

Effectivement, les tendances peuvent s'y exprimer. En théorie du moins quand il y a des élections, dans les syndicats de la F.E.N., on voit apparaître ces listes de tendances: "Unité, Indépendance et Démocratie" (U.I.D. encore majoritaire à la F.E.N.), "Unité et Action" (U et A, procommuniste en progression générale et qui contrôle maintenant S.N.E.S., S.N.E.S.Sup, SNCS,...), "Ecole Emancipée" (E.E.), R.S. (Rénovation Syndicale); F.U.O. (ou E.E.-F.U.O: Front Unique Ouvrier, trotskyste lambertiste).

Mais en réalité, il ne suffit pas de pouvoir "s'exprimer" au cours des élections aux diverses instances bureaucratiques: ce n'est là que l'aspect de la "démocratie formelle".

En fait, dans les publications syndicales: "L'Enseignement Public", "L'Ecole Libératrice", "L'Université syndicaliste", le droit d'expression n'existe que pour les bureaucrates.

Et ce n'est pas le plus grave!

Dès que les syndiqués de la base s'expriment, les dirigeants s'ingénient à étouffer le mouvement qui risque de se déclencher. Un exemple: en Charente, les instituteurs du canton de Chabanais ont réagi vigoureusement à l'annonce des fermetures de classes prévues par l'Inspecteur d'Académie. Leur réaction a provoqué l'affollement chez les dirigeants de la Section du S.N.I. L'inspecteur d'Académie est allé à la conférence pédagogique sermoner les instituteurs qui, a-t-il dit, avaient enfreint la discipline syndicale.

Loin donc d'agir en fonction de l'expression de la base, les dirigeants essaient de contrer toutes les actions qui risquent tant soit peu de déranger. Nous pourrions multiplier les exemples.

La tradition ouvrière, et syndicale, voulait d'autre part que les militants soient défendus contre les exactions du pouvoir en place. Et cela même si l'on n'était pas d'accord avec les militants qui encourageaient les poursuites. Voilà que là aussi les bureaucrates de la F.E.N. sont en passe de tergiverser et d'essayer de rompre avec cette solide tradition.

Dans les Deux-Sèvres, le S.N.E.S. en grève les 30-31 et 1er décembre terminait sa motion au ministre par cette phrase: *"ils (les grévistes) affirment leur volonté de maintenir l'enseignement public à un niveau élevé et pour cela il affirment résolument leur volonté de s'opposer à toute manoeuvre d'où qu'elle vienne tendant à instaurer le désordre dans les établissements"*.

Voilà qui vise les "gauchistes" sans aucun doute. Et ce qu'il faut maintenir, c'est "l'ordre" bourgeois de la répression permanente par l'enseignement autoritaire, avec ses notes et ses récompenses. Aussi ses échecs pour les enfants de milieu modeste.

Parfois, certes, les bureaucrates, certains au moins, ont des réactions valables et disons normales pour des syndicalistes. Mais nous publions ci-après 2 textes qui sont intéressants:

- le premier parce qu'il montre jusqu'au ces bureaucrates peuvent aller dans la peur des "gauchistes"; il émane de la Loire Atlantique;

- le second parce qu'il montre les réactions saines de la base au "jeu syndical".

EN LOIRE ATLANTIQUE (texte du groupe E.E.):

Vous avez eu le front (syndical commun, unique ouvrier, désorganisations de gauche, etc...) de publier une "importante déclaration" (1) sur la répression (2) (publiée dans la presse, tracts dans les usines). La répression était pour la plupart des signataires une chose que les "gauchistes" grossissaient démesurément, à tel point qu'on refusait de constituer dans la presse syndicale nationale du SNI un dossier, comme nous le demandons depuis Juin 68. Il nous semble que la lutte contre la répression est une fonction naturelle des syndicats. Votre façon de la concevoir est une question d'orientation qui aurait dû être discutée par l'ensemble des syndiqués. A tout le moins les élus syndicaux du S.N.I. auraient pu en être avertis dès le 8 décembre (après la signature des syndicats).

C'est çà votre démocratie?

De cette déclaration nous extrairons deux paragraphes qui, à notre avis, résument le tout.

1ère citation: *"Les groupes et personnalités qui popularisent de telles positions, se livrent ou couvrent des provocations doivent être politiquement dénoncés".*

Dans un texte "contre" la répression, c'est assez savoureux! Celà nous rappelle ("Il n'y a rien de nouveau sous le soleil") certains textes d'Hitler et plus près de nous la lettre circulaire du ministre de l'Education Nationale tchèque (3) ou encore une lettre de Léon Mauvais, ou encore les cégétistes criant le 1er Mai 1970: *"Les casseurs sont derrière nous!"*. Plus tous les textes dénonçant les *"aventuristes" les voyous, les hulligans, les juifs allemands, les manipulés par les flics, les agents de l'impérialisme, les subventionnés par la C.I.A. etc..."*.

Nous attendons patiemment (nous ne sommes pas réalistes; c'est bien connu mais nous avons le sens des réalités) un texte des mêmes signataires dénonçant politiquement les Espagnols, Polonais, Boliviens, Russes, Français... (ne biffer rien, il n'y a aucune mention inutile pour nous) qui assassinent, emprisonnent, ou bâillonnent les révolutionnaires Basques, les travailleurs Polonais, les révolutionnaires Sud-Américains, les Juifs Russes qui en ont marre du régime, les écrivains pas dans "la ligne", Geismar et les gauchistes.

2ème citation: *"Les organisations signataires s'opposeront comme elles l'ont toujours fait à la remise en cause des libertés ouvrières et démocratiques" (4).*

Tu causes... tu causes...

NOUS VOULONS AUTRE CHOSE QUE CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS FAIT!

- Déclarations d'intentions et motions unanimes contre la loi anti-casseur suivies de défilés-processions dans le calme et la dignité (il paraît que nous étions en L.A. à la pointe du combat) et après on rouspète parce que cette loi a failli être appliquée à Nantes (car elle ne l'a pas été, renseignez-vous auprès des juges et des journalistes compétents);

- Cinq minutes de grève silencieuse (télégramme signé Marangé) pour les emprisonnés de Burgos;

- Re-petit défilé procession pour les mêmes (organisé à la va comme j'te pousse et défense d'associer Franco et Marcelin);

- Rien ou si peu sur les lycéens de Clémenceau, sur les 4 travailleurs kidnappés par la police et en prévention pour un chef d'inculpation sans commune mesure avec.

(1) "Que la CFDT et la Libre Pensée 44 et le PSU ont refusé de souscrire" (*Ôuest syndicaliste*).

(2) "Sur" nous semble plus exact que "contre".

(3) Tu sais, Simbron, celle que tu avais fait paraître dans le bulletin.

(4) Souligné par nous.

Nous pourrions multiplier les exemples semblables à celui de cette institutrice enceinte bien que célibataire (L'oeuvre de chair ne désirera qu'en mariage seulement) comme les licenciés de Ferrodo (qui en porte la responsabilité? le patronat? les ouvriers ou le secrétaire général de la C.G.T.?).

Votre déclaration mérite d'être brûlée (nous savons... dans la tradition nazie des autodafés; faudra lire autre chose que l'histoire du nazisme, camarades, les révolutionnaires de tous pays ont aussi brûlé pas mal).

Cette déclaration a une odeur prononcée de cuisine électorale!

Nous reviendrons siéger au Conseil syndical quand vous vous disputerez les restes, quand vous nous permettrez de donner notre avis sur les décisions qui engagent la section syndicale, quand vous respecterez les syndiqués!

Camarades, nous sommes contre les hypocrisies et les délations.

- DE CEUX QUI PLEURENT SUR LES TRAVAILLEURS POLONAIS ET JUIFS RUSSES MAIS QUI SE TAISENT SUR L'ESPAGNE,

- DE CEUX QUI PLEURENT SUR LES BASQUES MAIS QUI SE TAISENT SUR LA POLOGNE ET LA RUSSIE,

- DE CEUX QUI PLEURENT SUR LES BASQUES, POLONAIS, RUSSES ET SE TAISENT SUR LA REPRESSION EN FRANCE,

- DE CEUX QUI DEVIENNENT BRUSQUEMENT "UNITAIRES" CONTRE LE SECOURS ROUGE PARCE QU'IL DÉRANGÉ LEUR MAUVAISE CONSCIENCE DE BUREAUCRATES.

Les Amis de l'Ecole Emancipée (10.01.71)

P.S. Nous avons été contraints de diffuser ce texte par nos propres moyens, le secrétaire départemental nous ayant seulement "accordé" droit de réponse en tribune libre du bulletin du 15 Février!!! Les tendances peuvent s'exprimer.

LES SURVEILLANTS ET ENSEIGNANTS (5) du Comité F.E.N, du C.E.S. de Beaufort en Vallée expriment leur grave mécontentement à l'égard de leurs directions syndicales. Pourquoi? pour plusieurs raisons; l'une circonstancielle, l'autre fondamentale.

1- Le Comité FEN du CES est le seul organisme syndical qui se soit jamais fait connaître des parents d'élèves. Estimant que l'unité d'action est la condition même de l'efficacité dans le cadre d'un établissement où se rencontrent militants du SNES, du SNI et du SNEPS, les enseignants FEN ont toujours agit en pleine communauté de vue. Fallait-il pas?

Les militants du SNI n'ont pas cru devoir s'associer cette fois-ci au mot d'ordre du SNES comme ils l'avaient fait au printemps dernier. Le comité FEN avait alors émis les plus expresses réserves sur la plateforme jugée unanimement (moins une voix) trop corporative et une motion en ce sens fut déjà adressée au secrétaire départemental de la FEN, du SNI, au S2, au S3, au S4 du SNES... Les militants du SNI n'ont pas voulu jouer de nouveau les utilités; la division s'installait, d'ordre corporatif; aussi pour préserver une unité d'action jusqu'alors sans faille les militants dépendant du SNES ont, sauf un; pour la première fois, enfreint une consigne syndicale de grève. D'autant plus que:

2- Il faudrait savoir ce que nous voulons. Nous savons bien que de graves divergences opposent les directions du SNES et du SNI d'une part, du SNES et de la FEN d'autre part? Il nous est parfois difficile de suivre leurs querelles et leurs magouillages, et nous nous sentons peu capables de départager équitablement les responsabilités respectives...

Il reste que, face à l'immobilisme digestif du SNI et de la FEN, le SNES nous est apparu bien aventuriste en ne prenant pas les moyens de sa politique (pour quelles raisons?): hormis la revendication de classes moins chargées, la plateforme retenue ne permettait pas de mobiliser tous les enseignants et le SNI pouvait là argument pour justifier ses ruminations; était-ce le but recherché?

En demeurant sur le terrain corporatif, il semble aux enseignants et surveillants FEN de CES de Beaufort-en-Vallée qu'il y a lieu de nous battre prioritairement pour:

(5) Une voix "contre", un absent.

- La fin de l'exploitation des M.A. et des remplaçants, et la suppression des contractuels;
- Le resserrement et le relèvement de l'éventail des salaires;

- L'accroissement du nombre des personnels d'éducation physique, de surveillance et de service (respect des textes);

- La formation et un véritable recyclage des enseignants;

- La suppression des notes administratives et d'inspection (avec réforme afférente du système d'inspection).

Camarade de la FEN, du SNES et du SNI, nous ne voulons plus être les pions d'un jeu dont les règles nous échappent.

En conclusion, la F.E.N, ce modèle de démocratie, apparaît de plus en plus aux militants révolutionnaires pour ce qu'elle est: une organisation bureaucratique où deux clans principaux se disputent la direction - les procommunistes d'*Unité et Action* progressant régulièrement d'ailleurs.

Mais le syndiqué de la base, s'il a encore l'impression que le "Syndicat" le défend encore contre l'arbitraire administratif (ce qui n'est pas toujours vrai, voir l'affaire de Médréac), se sent de plus en plus étranger au jeu syndical.

D'où la nécessité de reposer le problème de l'action militante des travailleurs de l'enseignement qui ne peuvent rester des pions dans ce jeu de "parlementarisme syndical", plus ou moins intégré au régime bourgeois.

Emile JACQUES.

ON COMMENCE PAR LAMMERDING ET ON FINIT PAR LE TOURNOI...

Heureusement qu'il est mort! Sinon quel boulot pour les juges! Juger Lammerding entraînait le jugement de tous les généraux, colonels et autres galonnés de toutes les armées. Qu'avait-il fait? Exécuter les ordres! N'avait-on pas dit à la division *Das Reich* de se porter sur les lieux du débarquement? Ne lui avait-on pas dit de "nettoyer", de réprimer avec la plus grande sévérité, les actions de la Résistance? En Algérie, Indochine, etc...l'armée française a, elle aussi, exécuta les ordres (réprimer avec ...) et ça ne lui est pas propre. Toutes les armées agissent ainsi.

Et puis! si on condamne le chef il faut aussi condamner les hommes! Car, pour reprendre le même exemple, à Tulle, ce n'est pas Lammerding qui a passé les cordes. Alors il faut condamner tous les Allemands en âge de porter les armes entre 39 et 45! ça fait du monde! Surtout si on ajoute tous les militaires de tous les régiments coupables de cruautés! Du reste les gouvernements français et allemands ont bien compris, puisque les accords franco-allemands préservaient les Allemands condamnés en France de nouvelles poursuites dans leur pays; ça a chargé depuis les nouveaux accords... ils sont assez vieux sont doute.

Non! Moi, ce qui m'inquiète, c'est la violence. Oui! Ne voit-on pas de-ci de-là un ambassadeur enlevé? Un ministre attaqué? Un ministre cogné? Une villa maculée de peinture noire? (*Qu'ils s'attaquent à moi, mais qu'ils ne me manquent pas car moi...* signé Macilhacy! Ce génial sénateur antidrogue. Ah qu'il est grand, fort, et...). Car la violence doit être à sens unique. C'est la "*gristapo espagnole, force anti-émeute franquiste du genre CRS français en plus brutal si c'est possible*" (citation d'un journal suisse pas du tout gauchiste). C'est la violence perpétuelle. Celle qui conduit le pauvre type au désespoir, des familles à la rue (solidarité m'sieurs-dames!). Des villages coupés du monde pendant 8 jours! (Tiens, il neige! C'est bizarre en hiver! ...Si les automobilistes étaient un peu disciplinés). Des constructions qui dégringolent (et le profit?). Des bons cons qui vont voter pour des pourceaux qui d'une part s'enrichissent et d'autre part font des lois contre ceux-là qui les ont élus.

Enfin! heureusement, ici, hein, ce n'est pas la Pologne. Tout augmente; mais on ne risque rien, tant qu'il y a le tiércé, et le tournoi des 5 nations. Le reste...

D. GERARD

NOTES...

POLOGNE:

"L'ordre règne a Varsovie, Gdansk, Jdynia et ailleurs". Aux dernières nouvelles, les travailleurs manifestent le désir légitime de posséder d'autres organisations syndicales inspirées par les Conseils ouvriers.

Bien entendu, le pouvoir qui exerce "la dictature du prolétariat" (traduisons sur le prolétariat) et l'exploitation de l'homme par l'homme, ne l'entend pas ainsi.

Les journées sanglantes de décembre qui ont amené le départ de Gomulka (l'homme du 19 octobre 1956) et d'autres tenants de la dictature post-stalinienne dont Loga-Sorvinski (président des syndicats officiels) fortement critiqué, par la base ouvrière pour avoir sacrifié l'autonomie syndicale à la toute-puissance de l'ancienne direction du P.C. Il a été remplacé sur le champ par Kruczek, proche du fameux général Moczar Krucsek, stalinien jusqu'à la moelle des os, ce qui est un signe très net de durcissement.

Le tragique bilan de la semaine sanglante du 14 au 19 décembre nous le connaissons à peine, à travers les dépêches d'agence qui peuvent minimiser pour les besoins de la cause le nombre de morts, de blessés et de victimes, de cette féroce répression.

Constatons une fois de plus que l'opinion publique ne s'est guère émue de ces autres Burgos et Léninegrad. Pas même une heure de grève pour manifester notre solidarité à l'égard de la réaction violente et spontanée de la classe ouvrière polonaise.

Pour notre honte, trois cents "Ordre Nouveau" ont remonté les Champs-Élysées et la presse d'extrême-droite a fait choms avec ces néo-fascistes.

CAMEROUN, ou la sauvage exécution de trois condamnés à mort:

La vie humaine compte vraiment peu sur l'immense continent africain. Nous n'avons pas fini de payer les séquelles du colonialisme et l'imbécile tracé des frontières depuis en particulier les traités de Berlin de 1878 et 1885.

Parce qu'Ernest Ouandié a eu le malheur d'appartenir à l'ethnie des Bamilékés qui ne se sont pas ralliés au parti unique du dictateur Ahidjo, le courageux Ouandié ainsi que deux autres de ses compagnons de l'*Union des populations du Cameroun* ont été exécutés sur une place publique de Bafoussam dans la région Bamiléké. Moeurs moyenâgeuses pas mortes en plein XXème siècle même s'il y a eu trois grâces accordées cyniquement.

Les chancelleries ont à peine protesté contre ce déni de prétendue justice et le téléspectateur moyen a continué son train-train habituel, las et écoeuré peut-être des massacres quotidiens, qu'ils aient lieu au Cambodge, en Palestine ou au Vietnam.

L'humanité se déshumanise, pire, elle se déshonore en feignant de s'émouvoir quand les victimes sont la proie de leurs bourreaux.

Les régimes policiers frappent et répriment au milieu de l'hypocrisie générale.

Albert SADIK.

COMMUNIQUÉ DES ANARCHISTES DRÔMOIS...

Nous tenons à rappeler que, pour les anarchistes, absence d'autorité ne signifie pas pagaille, liberté ne pas désordre, respect des individus ne signifie pas individualisme mais, qu'au contraire l'anarchie est la noble parce que la plus élevée des formes d'organisation car elle exige de chacun initiative, soumission, et dévouement au bien commun et concilie individu et société, les lie et les solidarise.

Après la tourmente de neige qui a sévi sur la vallée du Rhône et où ont pu être constatés les méfaits de la politique d'égoïsme, de pagaille, d'individualisme acharné, d'inactivité fébrile et satisfaite, d'irresponsabilité totale, appliquée par les responsables du pays.

Quelques exemples (en désordre, évidemment):

- Plan Orsec: des mots.
- Liberté donnée aux automobilistes d'entrer sur l'autotoute bouchée quelques kilomètres plus loin.
- Attente de trois jours avant que la moindre tentative soit faite pour dégager les voies principales.
- Après les trois jours, M. Chalondon, ministre, promet aux voyageurs bloqués qui ont déjà passé deux nuits au froid et sans nourriture: "*Je vais étudier cette affaire de très près*".
- Emploi de quelques camions militaires, le plus souvent vides d'hommes comme de matériel, tombant en panne parce que dépourvus de carburant, ou inutilisables parce que non pourvus de chaînes, alors que l'armée dispose de milliers d'engins blindés et autres et de citernes débordant de carburant, sans parler des engagés et autres militaires de carrière qui pour une fois, dans leur vie auraient pu faire quelque chose d'intelligent et d'utile mais sont restés à la caserne.
- Emploi de 500 CRS alors qu'il en sort des milliers dès que jaillit le cri de "liberté".
- Promenades de gendarmes dodus, et rougeauds qui se contentaient de regarder (sans jamais toucher un outil), d'interdire l'accès à l'autotoute à des sauveteurs bénévoles montés sur engins agricoles, de bloquer toutes les rues d'une ville en respectant stupidement une consigne imbécile (à Valence, plusieurs nuits de suite des processions de voitures ont tourné jusqu'au jour dans l'agglomération valentinoise sans jamais pouvoir en sortir).
- Des villages entiers de la Drôme, de l'Ardèche, bloqués pendant plus d'une semaine avec tout ce que cela implique pour les vieux et les malades isolés des hameaux dans l'impossibilité de se chauffer voire de se nourrir.
- Le Président de la République, sans souci des morts, des malades (membres gelés), trouve cette histoire ridicule, rejette la responsabilité sur les usagers des routes et autoroutes coupables, dit-il, d'indiscipline et se fait amener à Paris en train spécial; il faut ses lieux communs à la radio ou à la télé.
- Le Maire de Montélimar touchera, une subvention extraordinaire de 10.000F pour sa commune sinistrée (50.000 habitants).
- Combien de chasse-neige pourrait-on acheter avec le prix d'un Mirage V?
- Combien de km d'autoroute ou de route chauffée pourrait-on construire avec le prix d'une bombe H?
- Combien de sableuses et de sabeules pourrait-on avoir en réserve avec le prix du Redoutable?

Bref, nous disons à ces responsables: *Vous en faites trop!*

Vous ne savez pas ce qu'est l'Anarchie.

Votre Anarchie n'est que pagaille, votre "responsabilité" n'est qu'individualisme; vous êtes incapables de prévoir, donc d'organiser, vous refusez la solidarité la plus élémentaire qui est l'une des plus grandes vertus de l'Anarchie et aucune organisation anarchiste ne saurait accueillir dans ses rangs des individus tels que vous.

A bas votre pagaille. Vive l'Anarchie!

Un groupe d'anarchistes drômois.

L'U.T.S., CE QU'ELLE EST, CE QU'ELLE VEUT...

1- Avant tout, les militants de l'UNION DE TRAVAILLEURS SYNDICALISTES se considèrent comme partie intégrante de la Classe Ouvrière.

2- Nous ne prétendons pas être un groupe disputant aux autres le contrôle, la représentation ou le monopole des travailleurs espagnols. Pour cela, l'UTS est, pourrait-on dire, un groupe anti-groupe.

3- Dans la situation actuelle, aucune des organisations existantes ne peut s'attribuer la représentation de la Classe Ouvrière: l'immense majorité des travailleurs est en dehors de tout encadrement. Si une quelconque des organisations essayait de réunir dans ses rangs un grand pourcentage d'entre eux, elle serait rapidement démantelée. D'autre part, il est pratiquement impossible de réunir plus d'un petit pourcentage des militants qui, en ces temps difficiles, prônent la bataille de libération.

4- L'UTS est un groupement de militants ouvriers dont l'objectif principal n'est pas de capter de nouveaux membres. Pourtant, nous ne pouvons pour cela refuser ceux qui auront démontré comprendre clairement la générosité de notre position et de nos buts, et qui désirent participer à notre effort.

5- Etant partie intégrante de la Classe Ouvrière, tous les travailleurs sont nos compagnons; par le fait qu'ils sont travailleurs et non pour appartenir ou ne pas appartenir formellement à notre groupement. Nous ne voulons pas autre chose que la Libération de la Classe Ouvrière, ce qui est la tâche de tous. Nous ne voulons pas le triomphe de l'UTS, mais celui de la Classe Ouvrière, notre Classe.

6- A tout moment, nous essayons de développer largement la conscience du fait que l'unité sera indispensable pour faire front, surtout, aux responsabilités futures. Bien que les travailleurs ne possèdent pas actuellement l'instrument syndical et démocratique d'action unitaire, nous devons nous convaincre qu'il faut rester unis par dessus tout. Celui qui attaque un autre travailleur qui lutte, quel que soit le secteur auquel il appartient - il combat dans la même tranchée face aux mêmes ennemis - trahit l'Unité de la Classe Ouvrière. Celui qui ne respecte pas les autres, qui n'est pas ouvert au dialogue et à la collaboration, à la compréhension, au-delà de dogmatismes et de craintes historiques, ne sert pas les intérêts de la Classe Ouvrière.

7- Mais cet esprit d'unité, qui peut préparer le chemin et orienter les luttes d'aujourd'hui, ne pourra se concrétiser en une puissante organisation unitaire de l'action ouvrière que lorsqu'il sera possible de réunir des assemblées démocratiques et libres, auxquelles tous les travailleurs pourront assister afin de délibérer et de décider souverainement des problèmes qui nous sont posés.

8- Dans ces moments, les organisations ou groupements qui agissent au sein de la Classe Ouvrière ne sont que des groupements de militants qui proposent à l'ensemble des travailleurs d'une usine d'une branche d'industrie ou d'une ville, des plans d'action qui peuvent être suivis ou refusés par l'ensemble des compagnons. S'ils sont suivis, c'est que les propositions étaient adaptées aux possibilités et circonstances. S'ils sont refusés, même si cela résulte de l'abstention, c'est que les groupements de militants se trompaient dans leurs projets.

Ce qui est maladroit, c'est de ne pas tenir compte de l'opinion et des désirs des travailleurs, et d'essayer d'imposer d'une façon minoritaire des attitudes et des tactiques qui freinent ou interrompent le processus de maturité unitaire de la Classe Ouvrière.

9- Pour l'UTS, tout travailleur qui lutte est digne de respect, même s'il se trompe ou s'il utilise des tactiques erronées.

10- L'UTS croit à l'unité de notre Classe face à la Société Bourgeoise-Capitaliste. Ce que fait chaque travailleur, que ce soit bien ou mal, nous concerne tous. Les tactiques, justes ou erronées, de n'importe quel secteur du Mouvement Ouvrier, influent sur les autres secteurs, comme les succès ou les échecs influent sur les possibilités de succès ou d'échecs de tous. Pour nous, la Classe Ouvrière n'est la courroie de transmission d'aucun parti, mais le corps social auquel nous appartenons et dans lequel la douleur concerne l'ensemble, de même que la joie ou le succès? Pour cela nous devons tous avoir conscience de notre responsabilité solidaire en tant que travailleurs.

11- L'UTS a réalisé depuis 1964 une tâche fraternelle de rapprochement, de connaissance mutuelle, de collaboration, de coordination, entre les plus divers secteurs du Mouvement Ouvrier. Nous croyons avoir une idéologie claire; car nous ne sommes ni dogmatiques ni exclusivistes, et nous sommes toujours prêts à revoir nos positions et nos attitudes. Pour cela, nous avons participé non seulement à de nombreuses expériences de lutte durant ces années, mais nous avons aussi découvert l'attitude sincère des hommes, d'organisations, renforçant la conscience de Classe - qui est essentielle, fondamentale.

12- Dans l'UTS, il y a des hommes des plus diverses origines idéologiques, et même d'aucune. A personne nous n'avons demandé autre chose que de démontrer qu'il était décidé à lutter généreusement au service des intérêts de la Classe Ouvrière en général - et non au service des intérêts du groupe, de l'UTS ou de n'importe quel autre.

13- Notre idéologie est profondément enracinée dans les traditions du syndicalisme ouvrier révolutionnaire, qui a une si glorieuse tradition dans notre pays et dans le monde entier.

14- Les militants de l'UTS ne s'attribuent ni la direction ni aucun rôle messianique au sein de la Classe Ouvrière. Nous prétendons seulement servir avec honnêteté, dans la mesure de nos forces, les intérêts du monde du travail.

SUEDE: 200 F D'AMENDE PAR GREVISTE...

En Suède, la loi interdit le recours à la grève pendant la durée d'application des conventions collectives. Les travailleurs qui enfreignent cette interdiction sont passibles d'amendes infligées par le Tribunal du travail. Le bulletin de la Confédération patronale suédoise signale une décision récente de ce tribunal condamnant 145 grévistes à une amende de 200 couronnes (212F) par personne. Ce montant est le maximum permis par la loi.

...Conformément à la position de principe traditionnelle du patronat suédois, la direction de l'entreprise en cause (énergie électrique) n'a accepté de discuter qu'après le retour au travail des quelques 200 grévistes. Ceux-ci n'ont pas obtenu l'appui de leur syndicat et n'ont donc pas reçu l'indemnité de grève pendant les deux mois qu'a duré le conflit.

(de l'Usine Nouvelle - déc.70)

LA PRESSE PARALLELE ET L'ORTHO-GRAPHE...

Il fut un temps où l'on ne pouvait écrire que de la main droite. Ma femme pendant sa tendre jeunesse eut la chance de se faire attacher le bras gauche dans le dos, point de "vilaine main", tandis que la "belle" écrivait. Les choses ont changé depuis. On laisse écrire des deux mains, mais écrire quoi et comment?

Quoi? nous disposons d'une langue maternelle que l'on nomme le français. Il fut un temps où savoir lire et écrire couramment sans faute était synonyme de liberté et de liberté d'expression. Cette idée fait encore beaucoup de chemin, d'aucuns cependant, émettent l'idée que dans le fond le matériau dont nous disposons n'est peut-être pas aussi gratuit que cela et qu'il serait bon d'approfondir les choses.

Comme par hasard toutes les études portant sur le sujet, s'accordent pour dire que le français correct, le français de référence est celui de la "bourgeoisie" parisienne". Ainsi donc, toute personne sensée voulant correspondre et faire passer une communication avec autrui est obligé de passer par ce français de référence, celui de la bourgeoisie parisienne. Certains vont crier à la trahison. D'autres vont encore dire que la "théorie des chapelles" est assez, compliquée comme cela sans qu'on y apporte des complications avec le français et l'orthographe.

Moi j'imagine assez bien les "bouloteurs" de notre revue faisant la chasse aux fautes, mon Dieu, c'est une faute, *"mais où va se nicher le christianisme?"*, aux coquilles et autres bagatelles.

"Et tu crois, me dira-t-on, que l'ouvrier a le temps de penser à tout ça?" . Nous y reviendrons dans quelques instants.

Un livre sorti chez Maspéro - *"L'orthographe par Claire-Blanche Benveniste et André Chervel"* - nous apprend que l'orthographe n'est pas aussi gratuit qu'on le dit: "...abandonnée jusque-là à l'initiative individuelle, l'orthographe est à partir du 19ème siècle, prise en charge par l'Etat; elle devient officielle, et le dictionnaire de l'Académie devient le code civil de l'écriture. Le 2ème aspect est la conséquence inéluctable du premier: nationalisée, l'orthographe devient obligatoire. Dès l'Empire, elle est imposée dans les examens universitaires. Un décret de 1832 exige la connaissance de l'orthographe pour l'accession à tous les emplois publics (page 94).

Le caractère impérieux de la loi orthographique ne s'est pas modifiée depuis le 19ème siècle...

Si l'état moderne centralisé pris sur lui de faire respecter l'orthographe contemporaine, on peut se demander si la nature même de l'orthographe n'est pas au moins en partie, déterminée par ces rapports avec lui. Le système capitaliste français et la variété étatique qui lui correspond ont-ils besoin d'une écriture idéographique difficile et bourée d'exceptions? et faut-il, pour améliorer l'orthographe, lui en arracher l'hégémonie, ou attendre des bouleversements sociaux qui modifieraient la nature de l'Etat? C'est souvent en ces termes qu'est posé le problème de l'orthographe (page 95).

Le même livre nous apprend que Mai 68 n'a pris qu'une part très minime à l'affaire: *"Mai 68, rares graffiti orthographiques - l'orthographe est une mandarine - j'aime écrire en fonétik. Le témoignage des murs de la Sorbone"*

est net: sauf exceptions, la bastille orthographique ne s'est pas trouvée dans le collimateur d'un mouvement qui, par son esprit, ses méthodes et ses buts en conteste tous les principes". Et la presse parallèle aussi.

Quelle est la revue qui oserait écrire en fonétik, ou bien qui ferait des essais ou des recherches dans ce sens? Quelle est la revue qui proclamerait que la "faute" d'ortographe n'en est plus une et qu'on peut écrire comme en veut du moment qu'on se comprend?

Quelle est la revue pour qui le français n'est pas celui de la bourgeoisie parisienne, mais celui du peuple ou de chacun? Quelle est la revue qui abandonnerait le français au profit d'une langue internationale et qui prouverait que l'internationalisme n'est pas un vain mot mais une réalité? Si l'ensemble des revues de la presse parallèle décidait du jour au lendemain d'adopter un français populaire, fonétik ou autre, ou une langue internationale, ce serait déjà une belle révolution, et l'impact formidable. Au moins le lecteur n'aurait plus l'impression qu'il y a coupure entre la théorie et la pratique.

Comment? Bien sûr on laisse écrire des 2 mains, mais toujours de gauche à droite, mais pourquoi pas de droite à gauche, de bas en haut. Est-ce que du point de vue psychologique certains troubles ne disparaîtraient-ils pas?

"Quoi, vous êtes fou mon cher, mais c'est l'anarchie!" Prenons conscience les gars: "je parle comme je respire et j'écris de même".

Je terminerai par cette citation: *"l'attentisme n'est plus de mise aujourd'hui, car si elle s'empare des masses l'idée de la révolution orthographique peut devenir une force".*

Roger HESSE.

P. S.: J'ai reçu dans ma boîte aux lettres ce prospectus qui donnera toute satisfaction à l'ouvrier qui n'a pas le temps de penser à tout ça:

Rue du succès,

Monsieur, Madame ou Mademoiselle,

Seriez vous capable de rédiger une demande d'augmentation ou une lettre à un supérieur sans faute d'orthographe, dans un style clair et correct, capable de convaincre votre employeur?

Si oui faites-le sans tarder. Si non c'est le moment de perfectionner votre orthographe et d'apprendre l'art de rédiger.

*Votre enfant ne risque t-il pas de souffrir de ses notes insuffisantes? Prenez bien conscience que votre avenir, et celui des vôtres, dépend d'une instruction dont l'orthographe constitue la première étape importante.
(produit par l'institut pédagogique).*

DES CAMARADES DE LYON...

... L'affaire Raton-Munch-Mougin, malgré quelques bonnes volontés extérieures à Lyon, nous coûte quand même 1.000.000 A.F. et ce n'est pas fini puisque des camarades doivent encore être jugés quant aux inscriptions murales de mars 70 sur cette affaire. Nous nous croyons autorisés à dire que la dette du soi-disant "mouvement révolutionnaire" français reste lourde: 1- à notre égard, 2- à l'égard des 14 ouvriers bordelais, des katangais et du "trio tragique lyonnais"....

On aurait quand même pu les aider (et aussi nous aider à les défendre un peu plus)... Au lieu de cela des journaux (*Idiot International, Politique Hebdo...*) ont oublié de payer les articles qu'ils ont bien voulu condescendre à publier... On en passe et non des moindres, par exemple une organisation d'autres écoliers prolongés (AJS): *"Oui, il faut aider ces trois gars-là; il n'y aura qu'à les libérer quand on fera la révolution..."*. Cette pauvre AJS a été violemment battue ce jour-là au moins pour lui apprendre que toute révolution, dans ce pays, se fera notamment contre elle. Mais aussi parce que ces gens-là avaient eu le tort de nous croire assez faibles pour tolérer qu'ils traitent nos trois amis de "voyous"...

POMPIERS LYONNAIS... *(extraits d'une longue étude reçue de Lyon).*

Question: Quels sont vos rapports avec la police?

Réponse: Depuis nai 68, on n'a plus aucun contact avec eux, pas même entre les chefs.

Q - Et l'autre jour, est-ce que ça été dur ?

R- Oui, assez, ça a commencé quand ils ont voulu arracher nos banderolles, vers l'avenue de Saxe et la rue Chapponay; un commissaire a voulu arracher la première banderole, et il s'est retrouvé le cul sur le trottoir, à sa place, alors il leur a donné l'ordre de charger sans sommation; ça nous a surpris un peu (on était dans les 150 et sur les trottoirs, surtout). Mais on s'est ressaisis, on a cogné, et ils se sont dégonflés: ils couraient dans tous les sens!... Nous, on n'avait guère qu'une dizaine de blessés qui sont allés se faire panser au quartier Molière. Eux en ont eu au moins 30, faut dire que c'étaient des jeunes, ils s'y étaient cru et ils avaient sorti leurs pétards.... Alors, on a été obligés de les arranger un peu...

Q - Et qu'est-ce que vous voulez, en somme?

R - On veut être augmentés et reconnus OP2. Avoir un statut social bien défini. Parce que vous voyez, on n'est rien. C'est comme si on n'existait pas. On n'est ni militaires, ni fonctionnaires, ni employés communaux... Alors on passe à travers toutes les augmentations... C'est vrai ça: on se demande par quel miracle un sapeur arrive à gagner 1.080F par mois pour 112 heures par semaine... Et 112 c'est rien: ceux de Dijon en font 120!...

Q - De travail effectif?

R - Non, mais de présence oui. Voilà comment ça marche: 48 h de service, 24 h de repos. Tu calcules: en 7 jours ça fait 112 h. Bon, sur ces 48 h, il y a la garde, permanence, le téléphone, le sport, l'entretien du matériel, en tout 7h par jour, soit 14h sur les 48. Mais le reste du temps, s'il y a un accident, le feu, un noyé, il faut y aller. Tiens le dimanche, avant notre grève par exemple, on est sortis 50 fois! Dont plus de 4 h au "grand large", en pleine tempête, pour sauver 20 personnes dont les barques avaient chaviré... Alors le gars qui en 48 h de service s'est tapé peut-être 47 h de boulot réel, il est crevé. Sonne un départ au feu vers la 48ème heure il ne se réveille pas à temps, il loupe le départ du camion de 10 secondes: total il est collé comme un collégien pour ses 24 h suivantes de repos, et il vient les passer en service!...

Si tu fais ça deux ou trois fois, adieu l'avancement pour 2 ou 3 ans, c'est-à-dire 10.000 balles par mois, comme ça m'est arrivé! C'est dégueulasse ! C'est pour ça qu'on se révolte: on en a marre...

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.
